

Annex B : MODELE DE LA PROPOSITION DE PROJET

Modèle de la proposition de projet

CANDIDATURE AU FINANCEMENT DE PROJETS DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIETE

NOM DU PROJET : PROJET D'APPUI À LA RÉSILIENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET A L'AUTONOMISATION DES JEUNES FEMMES ET HOMMES DE LA PROVINCE DU SANMATENGA

MONTANT DEMANDE : EUR 1.000.000,00

DUREE DU PROJET : 18 MOIS

DATE DE LA CANDIDATURE : 26 SEPTEMBRE 2021

1. Organisation

- Nom complet : Oxfam-Solidarité (Belgique)
- Abréviation : OBE
- Statuts légaux : Association Sans But Lucratif (ASBL)
- Adresse officielle : Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Bruxelles, Belgique
- Adresse de correspondance (si différente de l'adresse officielle) : /
- Représentant (nom et fonction) : Eva Smets, Directrice Générale
- Site web : <https://www.oxfamsol.be>
- Personne de contact : Julien Gérard, Manager Partenariat Institutionnel
- Numéro de téléphone : +32 (0)2 501 67 00
- Téléphone mobile : /
- E-mail : julien.gerard@oxfam.org

2. Données bancaires

- Nom de la banque : CBC Banque SA
- Adresse de la banque : Grand Place 5, 1000 Bruxelles
- Numéro de compte / IBAN(EU) : BE18 7320 3057 5865
- Titulaire du compte : Oxfam-Solidarité ASBL
- BIC / SWIFT : CREGBEBB
- Référence de paiements : BKFDG120

3. Motivation (Pertinence)

- Contexte :

Au Burkina Faso, la **crise sécuritaire** - provoquée par la recrudescence des attaques terroristes et la présence de groupes armés non étatiques - est à l'origine d'un **déplacement massif des populations** et exacerbe progressivement la **crise sociale et économique** dans les zones d'accueil. Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), le nombre de déplacés internes dans le pays au 31 août 2021 s'élève à 1.423.378 personnes. La **province du Sanmatenga** ciblée par ce projet est composée de 11 communes et accueille le plus grand nombre de déplacés (327.081 personnes, soit 22,97% du total national). Les seules communes de Kaya, Korsimoro, Boussouma et Pissila accueillent plus de la moitié (51,17%) des déplacés de la province où 86,11% de la population vit en zone rurale (5^{ème} RGPH, INSDⁱ 2020), avec un faible accès aux services sociaux de base et l'absence de perspectives socio-économiques durables et équitables.

Les principaux secteurs d'activités identifiés dans la province sont **l'agriculture et l'élevage**, et dans une moindre mesure l'artisanat et le commerce (transformation de produits agricoles). Les déplacements des populations et le taux élevé de croissance démographique (environ 3% par an sur les 10 dernières années) impactent doublement les systèmes agropastoraux, ce qui entraîne une compétition pour l'accès et l'utilisation des ressources naturelles. **L'impact du changement climatique** constitue un autre paramètre aggravant (répartition spatio-temporelle inégale de la pluviométrie, inondations, sécheresses prolongées, insuffisance de points d'eau, etc.). Ce contexte fragile affecte particulièrement **les jeunes** mais aussi **les femmes** davantage vulnérables dans la société burkinabè : accès limité à la propriété foncière, crédit et aux intrants agricoles, faible représentation dans les structures décisionnelles, accès limité aux opportunités de formation et à la technologie, etc.

- Définition du problème :

La conjonction de la crise sécuritaire (et des déplacements de population qui en découlent), du changement climatique et du faible accès aux services de base mène fréquemment à la survenance de **conflits inter/intracommunautaires** qui se traduisent

sous différentes formes : suspicion et stigmatisation basée sur la variable ethnique, identités religieuses et culturelles de plus en plus marquées, remise en question de la légitimité de l'autorité des chefs traditionnels dans la gestion des conflits. Les jeunes femmes et hommes (14-34 ans), qui représentent 77,9% de la population burkinabè et 65,2% de la population activeⁱⁱ, sont davantage vulnérables et affectés par ces tensions, ce qui se traduit notamment par des actes d'incivisme ou d'exploitation à leur égard. Les emplois informels constituant plus de 95 emplois jeunes sur 100ⁱⁱⁱ, la prédominance du **secteur informel** constitue un facteur aggravant de la vulnérabilité des jeunes femmes et hommes.

Les déplacements des populations accentuent le **chômage des jeunes** dû à l'abandon des activités économiques dans les localités d'origine et la réduction des opportunités d'échanges commerciaux. Les difficultés d'**accès au financement** pour les jeunes porteurs de projets constituent une contrainte importante au développement d'activités économiques durables. L'accès au crédit est soumis à des conditions rigides, excluant ainsi de nombreux jeunes et femmes du circuit bancaire. De plus, le **manque d'offres de formation technique et professionnelle de qualité** dans la province du Sanmatenga^{iv} et l'**inadéquation** au regard des besoins du marché, ainsi que la forte inégalité de genre pour accéder aux formations^v, viennent réduire les perspectives économiques des jeunes, et davantage encore des jeunes filles. Le renforcement des capacités techniques et managériales des jeunes femmes et hommes dans les localités d'accueil des personnes déplacées constituent à cet égard une priorité en vue d'accroître les opportunités de développement d'activités génératrices de revenu (AGR).

Par ailleurs, le contexte actuel fait également état d'une **faible implication des jeunes femmes et hommes au sein des instances de prise de décision et de gouvernance**, formelles et informelles. L'analyse des relations de pouvoir dans certains Cadres de Dialogue Citoyen (CDC) mis en place dans plusieurs régions du Burkina Faso, dont celle du Centre-Nord, montre que les jeunes, lorsqu'ils sont présents, n'occupent pas ou peu les positions stratégiques et ont un faible pouvoir de prise de décision et d'influence. Cette inégalité est davantage perceptible chez les jeunes femmes dont l'exclusion peut être décuplée par des situations de vulnérabilité (handicap, statut de déplacée, etc.). Or, l'accès à des positions décisionnelles est susceptible de (1) garantir la prise en compte des besoins du groupe social dans les politiques publiques, et (2) favoriser la création d'initiatives portées par la jeunesse. Cette faible participation contribue à cristalliser l'écart entre les détenteurs du pouvoir politique et les jeunes, ce qui peut mener à des frustrations susceptibles d'hypothéquer la cohésion sociale, ainsi qu'accroître leur vulnérabilité et le risque à des abus et enrôlements dans des réseaux criminels et groupes extrémistes violents. L'autonomisation et la responsabilisation des jeunes femmes et hommes dans la prévention et la gestion des conflits constituent deux facteurs déterminants pour renforcer la cohésion sociale actuelle et de demain.

L'augmentation de l'impact des changements climatiques sur l'accès aux ressources naturelles, et par conséquent sur les activités agro-sylvo-pastorales qui dominent la vie économique des localités ciblées, doit être pris en compte pour appuyer la résilience et la cohésion sociale. Les effets climatiques, caractérisés par une répartition inégale des pluies, complique davantage le développement d'AGR dans le secteur agricole dont dépend la population en raison du manque d'eau et ressources disponibles. L'abandon des terres dans les localités d'origine des personnes déplacées et l'accroissement de la densité de la population dans les zones d'accueil créent de graves déséquilibres. Pour pallier ces obstacles, Oxfam et ses partenaires cherchent à identifier et développer des initiatives agricoles innovantes^{vi} pour contribuer à une plus grande stabilité sociale et économique.

- Pertinence au regard des critères de l'appel à projets :

Notre projet cible les **jeunes femmes et hommes vulnérables** ayant un faible accès aux services sociaux de base, y compris à des formations de qualité adaptées aux réalités de l'économie locale, afin de promouvoir leur intégration dans la vie communautaire et économique de la province du Sanmatenga. Il adoptera une **approche holistique** en vue de renforcer les capacités de leadership et l'autonomisation des jeunes de la commune urbaine de Kaya^{vii} et des communes rurales de Boussouma, Korsimoro et Pissila tant sur le plan économique que communautaire. Le projet visera à **accroître la résilience** des jeunes entrepreneurs.euses, en particulier dans le secteur agricole, et soutiendra la création de diverses AGR en milieu rural et urbain. Notre projet vise également à **renforcer la participation des jeunes aux instances de prise de décision**, et ainsi accroître leur implication dans la prévention et la gestion des conflits. Les jeunes chercheront entre autres à faciliter une meilleure connaissance et prise en compte des **résolutions 1325** (relatif à une participation accrue des femmes dans les instances décisionnelles) et **2230** (relatif à une participation accrue des jeunes dans les instances décisionnelles) des Nations Unies par les autorités locales.

Le projet contribuera aux ODD suivants : **ODD1** : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. En particulier : ODD1.1 (relatif à l'extrême pauvreté) et ODD1.5 (relatif à la vulnérabilité); **ODD5** : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; **ODD8** : promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. En particulier : ODD8.3 (relatif au développement des TPE et PME) et ODD8.4 (relatif à l'utilisation efficiente des ressources) ; **ODD16** : promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. En particulier : ODD16.1 (relatif à la réduction des violences) et 16.7 (relatif à la prise

de décision inclusive). Les activités prévues intègrent les inégalités de **genre**, notamment en matière de vulnérabilité et d'accès aux formations, et la question du **changement climatique**, notamment au regard des activités agricoles qui seront développées.

4. Objectifs (Efficacité)

Objectif général : Contribuer au renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des conflits dans la province du Sanmatenga en favorisant la résilience économique et la participation des jeunes femmes et hommes dans les instances de prise de décision. **Objectif spécifique** : Développer les capacités des jeunes femmes et hommes afin de leur permettre d'accéder à des opportunités économiques durables et de participer à la prévention et la gestion pacifique des conflits pour la cohésion sociale dans la province du Sanmatenga. **Groupe-cible (nombre et type)** : **Au total 400 jeunes (dont 200 femmes) âgés de 15-34 ans** seront bénéficiaires du projet et sélectionné.e.s sur base de leur situation de vulnérabilité, motivation et capacités. Un accent particulier sera mis sur les jeunes déplacés et celles et ceux en situation de handicap. Le projet ciblera par ailleurs **11 groupes, associations et coopératives** de jeunes femmes et hommes œuvrant pour la participation des jeunes dans les instances décisionnelles locales et nationales (formelles et informelles), et la prévention et la gestion des conflits. **Des élue.e.s locaux.les et des leaders communautaires, au nombre de 80 (dont 40 femmes)**, seront également ciblé.e.s par le projet.

5. Activités et Stratégies (Efficience)

- Stratégies développées :

Sur base de l'objectif général et l'objectif spécifique susmentionnés, les résultats attendus (changements) sont les suivants :

Résultat 1 : *Des opportunités économiques résilientes et durables sont créées par 400 jeunes dont 200 femmes et 200 hommes dans la province du Sanmatenga.* Dans l'immédiat : **Résultat 1.1.** : Des jeunes femmes et hommes sont capables d'exercer un métier grâce aux formations dispensées; **Résultat 1.2.** : Les jeunes femmes et hommes développent une AGR leur permettant d'améliorer leurs moyens d'existence et ceux de leur proche ; **Résultat 2** : *Les jeunes femmes et hommes participent activement aux instances de prise de décision formelles et informelles au niveau local et national^{viii} et sont des acteur.ice.s majeur.e.s dans la prévention et la gestion des conflits.* Dans l'immédiat : **Résultats 2.1.** : Les jeunes femmes et hommes développent leurs capacités permettant d'intégrer les instances de décisions ; **Résultat 2.2.** : Les jeunes femmes et hommes acquièrent les capacités pour prévenir et gérer les conflits pour une cohésion sociale durable ; **Hypothèses** : (1) le contexte sécuritaire et sanitaire (COVID-19) est stable ; (2) les jeunes et femmes et hommes sont motivé.es et engagé.es à participer aux activités du projet ; (3) l'adhésion des élus.e.s locaux.les et des leaders communautaires est garantie.

- Activités planifiées (après la conduite de la Baseline) :

Activités du Résultat 1

A1.1 : Analyser les relations de pouvoir, les risques de vulnérabilité et les AGR porteuses : cette analyse visera à établir un diagnostic des inégalités de genre et des opportunités économiques accessibles aux jeunes dans la province du Sanmatenga.

A1.2 : Sensibilisation aux filières porteuses identifiées : les jeunes seront sensibilisés au développement d'activités agricoles innovantes et adaptées (hydroponie fourragère, maraîchage avec des approches agroécologiques, irrigation goutte à goutte, pisciculture, aviculture, embouche ovine et porcine, bioaponie^{ix}, aquaponie ou les systèmes intégrés volaille/poissons/plantes) et aux filières non agricoles ayant un potentiel de développement (boulangerie et pâtisserie, tissage et teinture, etc.).

A1.3 : Sélectionner sur appel à projets les jeunes femmes et hommes pour l'accès aux formations : cette étape permettra de sélectionner les jeunes sur base de différents critères : intérêt et motivation, accès à la terre, connaissances de base, etc.

A1.4 : Former les jeunes femmes et hommes aux techniques spécifiques à leur AGR et aux bases de la gestion : ces formations (modules) tiendront compte des besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes, sur base des AGR identifiées/développées.

A1.5 : Appuyer le développement des AGR : appuyer la création/renforcement d'AGR agricoles/non agricoles des jeunes ayant complété le cycle de formation technique/professionnelle via un soutien financier/matériel et un suivi/coaching personnalisé.

A1.6 : Suivi et collecte des données des AGR agricoles : élaborer, en coordination avec les partenaires académiques d'OBE (ULiège, HECharlemagne, etc.), des protocoles de collecte de données (production, consommation en eau, coût d'installation et de fonctionnement, etc.) et collecter les informations spécifiques afin de documenter la viabilité des activités agricoles développées et d'alimenter/faire vivre les communautés de pratiques (multi-pays) existantes au sein du réseau Oxfam.

A1.7 : Renforcer la cohésion des groupes/associations/coopératives de jeunes autour d'une activité et approche commune : après formation des groupements, appuyer au moins un groupe de jeunes autour d'une activité économique conjointe (maraîchage amélioré, hydroponie fourragère/maraîchère, etc.) en vue de renforcer la cohésion sociale et générer des revenus.

A1.8 : Appuyer le réseautage online des bénéficiaires : former et appuyer les jeunes, les groupes, associations et coopératives dans la distribution de produits des AGR via le ciblage d'acheteurs potentiels sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, etc.).

Activités du Résultat 2

A2.1 : Identifier et appuyer les Cadres de Dialogue Citoyen : Les CDC ont pour mandat de jouer un rôle de contre-pouvoir et de veille citoyenne pour la gestion transparente et de bonne gouvernance des collectivités par les autorités locales. Un diagnostic des CDC par localité sera mené avec l'appui des OSC portées par des jeunes pour identifier leurs préoccupations afin d'élaborer une feuille de route adaptée. Les CDC bénéficieront d'un appui financier pour la mise en œuvre de ces feuilles de route.

A2.2 : Engager les organes de décision et de gouvernance pour une meilleure représentativité des jeunes : cette activité permettra d'identifier au sein des instances de décision (CDC inclus) et organes de gouvernance formels et informels, aux niveaux local et national, les personnes ressources (élus locaux, leaders communautaires) favorables à la participation des jeunes et pouvant faciliter leur intégration dans les processus décisionnels. Ces élus et leaders communautaires seront ensuite formé.e.s et doté.e.s d'outils sur l'intégration du genre dans toute initiative touchant aux jeunes femmes et hommes afin qu'elles.ils soient des allié.e.s dans la participation des jeunes aux instances décisionnelles.

A2.3 : Assurer un plaidoyer coordonné pour la participation des jeunes : identifier les organisations qui mettent en œuvre des projets soutenant la participation des jeunes femmes et hommes dans les instances décisionnelles, et coordonner des activités de plaidoyer afin de favoriser la prise de conscience des jeunes sur les rôles qu'ils peuvent/doivent jouer dans leur pays.

A2.4 : Améliorer la participation des jeunes femmes et hommes dans les Cadres de Dialogue Citoyen : cette activité ciblera les CDC existants et favorisera la création de nouveaux CDC qui regrouperont jeunes et moins jeunes dans l'équité des genres. La motivation et l'adhésion seront renforcés par la facilitation de l'intégration des jeunes femmes et hommes dans les CDC à travers une gouvernance inclusive, participative et démocratique.

A2.5 : Organiser des ateliers sur la participation des jeunes dans la cohésion sociale : cette activité visera à organiser un atelier de partage intergénérationnel (jeunes femmes et hommes, élus locaux, leaders communautaires, membres des CDC) sur l'importance de la participation des jeunes dans la cohésion sociale, les enjeux des résolutions 1325 et 2250 des Nations Unies. Cet atelier sera suivi par l'élaboration d'un plan de renforcement des activités de réseautage des jeunes femmes et hommes.

A2.6 : Former les jeunes en citoyenneté active et plaidoyer digital : former les jeunes femmes et hommes des CDC en citoyenneté active pour appuyer leur participation aux organes de décision et en plaidoyer digital pour mobiliser les décideurs autour de certaines thématiques-clé (ex : inscription des jeunes femmes et hommes aux positions stratégiques des listes lors des élections, application des quota genre dans l'élaboration des listes, participation des jeunes aux processus de formulation des politiques publiques et de l'élaboration des budgets dans les instances de décision formelles et informelles au niveau local, etc.).

A2.7 : Redynamiser et appuyer la création d'un nouveau réseau de conseillères municipales : cette activité visera à redynamiser ou appuyer la mise en place d'un réseau de conseillères municipales de la province et les former afin qu'elles conduisent des actions de plaidoyer pour la promotion des droits des jeunes femmes au sein des organes de gouvernance locaux. En tant que modèle de réussite au sein de leurs communautés en matière de participation dans la gestion des affaires publiques locales, elles peuvent constituer des mentors pour les jeunes femmes qui voudraient s'engager dans les instances de décision.

A2.8 : Conduire une analyse stratégique des conflits et renforcer la sensibilité aux conflits : une analyse des différents types de conflits dans la zone d'action (causes, acteurs, manifestations, conséquences, dynamique, stratégies) sera menée pour accompagner la mise en place de mécanismes endogènes visant à mieux prévenir et résoudre les conflits. Cette analyse sera mise à jour selon l'évolution du contexte et permettra d'identifier/analyser l'effet des "diviseurs" et "connecteurs" pour renforcer l'impact du projet. Les capacités des équipes du projet seront renforcées en matière de sensibilité aux conflits.

A2.9 : Formation des jeunes sur la gestion et prévention des conflits : des séances de formation seront dispensées à plusieurs reprises auprès des jeunes impliqués dans les CDC en matière de gestion et prévention des conflits.

A2.10 : Organiser des séances de sensibilisation à la cohésion sociale : appuyer les actions de sensibilisation effectuées par les CDC sur la cohésion sociale à l'égard des populations (PDI et hôtes), notamment à travers la diffusion d'émissions radios, des ateliers d'échanges entre jeunes ou encore l'organisation de représentations théâtrales.

- Chronogramme :

| | Année 1 (12 mois) | | | | | | | | | | | | Année 2 (6 mois) | | | | | |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|------------------|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Activités transversales | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Atelier de lancement (planification) et de socialisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ciblage communautaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etudes (Baseline, analyses thématiques, évaluation finale) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Renforcement des mécanismes de collecte et analyse des données | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ateliers de capitalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Renforcement des mécanismes de redevabilité | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Résultat 1 : Des opportunités économiques résilientes et durables sont créées par 400 jeunes dont 200 femmes et 200 hommes dans la province du Sanmatenga. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| A.1.1 : Analyser les relations de pouvoir, les risques de vulnérabilité et les AGR porteuses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.2 : Sensibilisation aux filières porteuses identifiées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.3 : Sélectionner sur appel à projets les jeunes femmes et hommes pour l'accès aux formations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.4 : Formes les jeunes femmes et hommes aux techniques AGR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.5 : Appuyer les AGR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.6 : Suivi et collecte des données des AGR agricoles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.7 : Renforcer les capacités et la cohésion de groupes de jeunes autour d'une activité et approche commune | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.1.8 : Appuyer le réseautage online des bénéficiaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Résultat 2 : Les jeunes femmes et hommes participent activement aux instances de prise de décision formelles et informelles au niveau local et national et sont des acteur.ice.s majeur.e.s dans la prévention et la gestion des conflits. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.1 : Identifier et appuyer les CDC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.2 : Engager les organes de décision et de gouvernance pour une meilleure représentativité des jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.3 : Assurer un plaidoyer coordonné pour la participation des jeunes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.4 : Améliorer la participation des jeunes dans les CDC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.5 : Organiser des ateliers sur la participation des jeunes dans la cohésion sociale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.6 : Former les jeunes en citoyenneté active et plaidoyer digital | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.7 : Redynamiser et appuyer la création d'un nouveau réseau de conseillers municipales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.8 : Conduire une analyse stratégique des conflits et renforcer la sensibilité aux conflits | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.9 : Formation sur la prévention et gestion des conflits | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A.2.10 : Organiser des séances de sensibilisation à la cohésion sociale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Chaque mois est composé de 4 semaines

Mois entièrement couvert

Mois partiellement couvert

- Coûts indicatifs par activité : voir budget au chapitre 10
- Capacité organisationnelle : résultats préalables et "leçons apprises"

Oxfam est une confédération mondiale composée de 21 organisations affiliées œuvrant dans 70 pays avec plusieurs milliers de partenaires. Oxfam est présente au Burkina Faso depuis 1970 et travaille dans la province ciblée depuis 2010. Oxfam dispose d'une base opérationnelle à Kaya et d'équipes techniques compétentes (dont un conseiller en consolidation de la paix et deux autres en résilience et gender) engagées sur le terrain pour appuyer les partenaires dans l'opérationnalisation des activités. Pour le renforcement des AGR agricoles, OBE et ses partenaires académiques fourniront une assistance technique spécifique via le programme « Innovate to Feed » (ITF)^x qui promeut le partage d'expériences et de connaissances entre différents pays. En outre, deux projets d'OBE soutenus par la DGD décrits au chapitre 6 seront la source de précieux enseignements en vue d'appuyer les activités du projet proposé. Enfin, notons que depuis 2010, le programme d'Oxfam au Burkina Faso vise à promouvoir la cohésion sociale, l'implication des jeunes, l'appui à la citoyenneté active, ainsi que la promotion de techniques agroécologiques (notamment auprès des femmes). De nombreux projets ont permis de mener des analyses de conflits, développer une solide expertise sur les mécanismes endogènes de gestion des conflits et renforcer la résilience des populations locales.

6. Partenaires (Synergies et complémentarités)

- Partenaires locaux et internationaux et leur valeur ajoutée :

L'association « **Soutenir l'émergence et la valorisation de l'économie locale en Afrique** » (SEVE-Africa) sera le principal partenaire d'Oxfam au Burkina Faso dans le cadre de ce projet. SEVE-Africa a été créée en 2008 pour contribuer au développement économique et social du pays à travers la promotion de l'entreprenariat rural (développement des filières agro-sylvo-pastorales, gestion durable de l'environnement, gestion des risques et réponses humanitaires). L'expertise de SEVE-Africa est un atout considérable puisqu'elle a déjà conduit des actions visant à accroître la participation des paysans aux cadre de concertation et de représentation au niveau local. SEVE-Africa dispose d'une excellente connaissance des zones rurales ciblées. Oxfam travaillera également en concertation avec les **services techniques décentralisés de l'Etat** (agriculture, jeunesse et entrepreneuriat, ressources animales, environnement, action sociale et humanitaire, promotion des droits humains), les

autorités locales, les organisations locales de la société civile (principalement organisations de la jeunesse et de la promotion des droits des femmes) et **les autres organisations non-gouvernementales et multilatérales** (Nations unies, etc.) présentes dans la zone d'intervention. Ces acteurs seront impliqués dans certaines activités, notamment la formation et sensibilisation.

L'[Université de Liège](#) et [HECharlemagne](#) (Huy), partenaires stratégiques d'OBE dans le cadre de son programme « ITF », appuieront le design des modules de formation en aquaponie, bioponie et hydroponie, la mise en place de tests et la validation des résultats. Oxfam continuera à participer activement aux différentes réunions du **Cluster « Sécurité alimentaire »** pour garantir une coordination et complémentarité avec d'autres projets mis en œuvre.

- Méthode d'identification et d'interactions avec les partenaires locaux :

Dans l'optique du renforcement du leadership local, Oxfam travaille systématiquement avec des partenaires locaux et des acteurs communautaires pour la mise en œuvre des projets. SEVE-Africa est un partenaire d'Oxfam depuis 2013 sur les questions de changement climatique et l'agroécologie. Un nouveau screening de ses capacités^{xi} - condition sine qua non - sera effectué en amont de la signature du MoU au début du projet. Le partenaire sera responsable de la mise en œuvre des activités suivantes : A1.2, A1.3, A1.6, A1.7, A1.8, A2.1, A2.2, A2.3, A.4, A2.5, A2.7, A2.8 et A2.10.

- Autres donateurs : l'équipe d'Oxfam n'a pas encore pu identifier d'autres sources de financement institutionnel à ce stade. Oxfam s'engage à explorer d'autres opportunités de financement au démarrage du projet (notamment auprès des agences des NU telles que ILO, UNHCR et PAM qui sont partenaires d'OBE) en vue de consolider et étendre les activités proposées.

- Synergies et complémentarités avec d'autres interventions :

Les enseignements de l'OS financé par la DGD (2017-2021) "*Développement des opportunités économiques des femmes rurales par un renforcement de leur pouvoir d'agir politique et économique dans la filière laitière locale et la gouvernance foncière au Burkina Faso*" incluant le partenaire Seve-Africa (en charge de la création de bassins de collecte des eaux de ruissèlement, du compostage en tas et de fourniture de semences améliorées au profit de groupes de femmes), seront valorisés et capitalisés pour renforcer le présent projet. De même, le projet (2019-2021) "*Consolidation de la paix et renforcement de la résilience économique des femmes et des jeunes dans la région du Lac Tchad*" financé par la DGD (D.5.2.) apportera de précieuses leçons sur la participation des jeunes aux enjeux sécuritaires au Sahel. Des ponts d'échanges d'expériences seront ainsi créés entre les équipes d'Oxfam au Burkina Faso, Niger et Tchad.

7. Impact et durabilité :

Afin de garantir la durabilité de l'intervention, les bénéficiaires directs seront impliqués dans les différentes étapes du projet dès leur identification afin qu'ils puissent s'approprier les objectifs et activités mais également en assurer ultérieurement une gestion durable et autonome. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur le renforcement des capacités des acteurs locaux à trois niveaux (technique, gestion, citoyenneté active) et la pleine implication des populations bénéficiaires et leaders communautaires via des mobilisations sociales et activités de formation. Le projet valorisera ainsi une **approche participative, inclusive et décentralisée** en vue de favoriser la prise en compte des multiples besoins des jeunes ciblés et leur autonomisation. Oxfam applique systématiquement dans sa programmation une **approche sensible aux conflits** afin que le personnel d'Oxfam et des partenaires comprennent le contexte dans lequel ils évoluent, les interactions entre l'intervention et le contexte (évolutif), notamment la dynamique des conflits, et cela afin d'éviter les impacts négatifs sur l'atténuation des conflits. Le projet adoptera une **approche de programmation et de sauvegarde sûres** afin de garantir que les activités ne causent pas de préjudice involontaire aux personnes qui recevront une aide ou participeront au projet, selon le principe « *Do Not Harm* ».

Outre le renforcement des connaissances et des compétences des jeunes femmes et hommes dans des filières identifiées, le projet visera à appuyer le leadership et l'intégration des jeunes au sein des organes décisionnels formels et informels, mais aussi la responsabilisation d'élu.e.s locaux.ale.s et leaders communautaires pour la participation inclusive des jeunes.

Pour garantir la résilience et l'autonomie économiques des jeunes femmes et hommes ciblé.e.s, deux préalables sont ainsi nécessaires : (1) la participation inclusive et active des jeunes femmes et hommes dans tout le processus de mise en œuvre du projet, et (2) l'acquisition de compétences permettant de devenir des moteurs de changement et agents multiplicateurs. Pour assurer la continuité des services promus, une réflexion sera engagée avec les jeunes femmes et hommes renforcé.e.s pour établir des **modèles de financement durable** (business plan, etc.). Par ailleurs, les cadres existants/crétés tels que les CDC vont constituer des pôles sur lesquels s'appuyer pour assurer la pérennité du projet. Pour finir, la capitalisation et la diffusion des cas de succès de groupes de jeunes femmes et hommes actif.ve.s dans la promotion de la cohésion sociale seront effectuées. Un atelier de partage des acquis du projet sera organisé à l'échelle de la région du Centre-Nord au profit des acteur.ice.s locaux.le.s.

8. Visibilité du donateur

Oxfam veillera à ce que tous les produits de communication internes et externes (dépliant, rapport annuel, modules, website, logos, articles de presse, etc.) soient conformes aux directives de visibilité de la DGD et d'Oxfam. Oxfam et ses partenaires

veilleront à ce que le donateur soit visible pendant la mise en œuvre des activités du projet, notamment lors des sessions de sensibilisation et formation, le lancement des AGR, les ateliers d'échanges, les activités de plaidoyer, etc.

9. Méthode de suivi (Capacité de gestion)

- Cadre logique:

| Indicateurs | Valeur actuelle | Cible | Sources et moyens de vérification | Hypothèses |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif général : Contribuer au renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des conflits dans la province du Sanmatenga en favorisant la résilience économique et la participation des jeunes femmes et hommes dans les instances de prise de décision | | | | |
| Objectif spécifique : Développer les capacités des jeunes femmes et hommes afin de leur permettre d'accéder à des opportunités économiques durables et de participer à la prévention et la gestion pacifique des conflits pour la cohésion sociale dans la province du Sanmatenga | | | | |
| % de jeunes femmes et hommes ciblés qui ont pu mettre en place une activité économique viable | Etude Baseline | Au moins 80 % | Rapport final Evaluation finale | <ul style="list-style-type: none"> Le contexte sécuritaire et sanitaire (covid-19) est stable Les jeunes femmes et hommes sont motivé.e.s et engagé.e.s à participer au projet L'adhésion des élue.e.s locaux.les et des leaders communautaires au projet est garantie |
| % des activités économiques rentables et viables financées au profit des jeunes | | Au moins 70 % | | |
| % de jeunes ciblées dont les revenus ont augmenté | | 80% | | |
| Résultat 1 : Des opportunités économiques résilientes et durables sont créées par 400 jeunes dont 200 femmes et 200 hommes dans la province du Sanmatenga | | | | |
| Nombre de réunions de sensibilisation | 0 | 14 | Rapports d'activités | <ul style="list-style-type: none"> Le contexte sécuritaire et sanitaire (covid-19) est stable Les jeunes femmes et hommes sont motivé.e.s et engagé.e.s à participer au projet L'adhésion des élue.e.s locaux.les et des leaders communautaires au projet est garantie |
| Nombre de participant.e.s désagrégé.e.s par sexe | 0 | 280 (20 par séance dont 10 jeunes femmes) | Rapports d'activités | |
| Nombre et type d'opportunités de formation présentées | Etude Baseline | 10 types d'opportunités de formation | Rapports d'activités | |
| Nombre de projets soumis par secteur et par genre | 0 | 40 dont 20 de jeunes femmes | Rapports d'activités | |
| Nombre de projets approuvés par secteur et par genre | 0 | 10 dont 5 de jeunes femmes | Rapports d'activités | |
| Nombre de jeunes entrant en formation par secteur et par genre | 0 | 40 par secteur de formation dont 50% de femmes | Rapports d'activités | |
| Nombre de jeunes finissant la formation avec succès par secteur et par genre | 0 | Au moins 80% par secteur, dont 50% de femmes | Rapports d'activités et d'évaluation | |
| Nombre d'activités appuyées et désagrégation par sexe | 0 | 400 | Rapports d'activités | |
| Nombre de participant.e.s (par sexe) mettant en œuvre la publicité sur les réseaux sociaux | Etude Baseline | 40 | Rapports d'activités | |
| Résultat 2 : Les jeunes femmes et hommes participent activement aux instances de prise de décision formelles et informelles au niveau local et national et sont des acteur.ice.s majeur.e.s dans la prévention et la gestion des conflits | | | | |
| % de jeunes femmes et hommes dans les instances de prise de décision | Etude Baseline | 30% | Base line & Evaluation finale | <ul style="list-style-type: none"> Le contexte sécuritaire et sanitaire (covid-19) est stable Les jeunes femmes et hommes sont motivé.e.s et engagé.e.s à participer au projet L'adhésion des élue.e.s locaux.les et des leaders communautaires au projet est garantie |
| % de jeunes femmes et d'hommes qui constatent qu'il y a une amélioration de la cohabitation pacifique / cohésion sociale | Etude Baseline | 70% | Base line & Evaluation finale | |
| Nombre d'initiatives de prévention et de gestion des conflits entreprises par des jeunes femmes et hommes | Etude Baseline | 20 | Rapport d'activités | |
| Nombre de jeunes accompagnés qui participent dans une instance de décision et de gouvernance | Etude Baseline | 40 (instances informelles) et 20 (instances formelles) | Rapport d'activités | |
| % des jeunes femmes et hommes sont devenus des leaders actifs | Etude Baseline | Au moins 10% | Base line & Evaluation finale | |
| Nombre de jeunes femmes et hommes formés sur la cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits | Etude Baseline | 400 sensibilisés en cohésion sociale et 40 formés en consolidation de la paix dont 50% de femmes | Rapport d'activités | |
| Nombre de séance de sensibilisation sur la cohésion sociale réalisées par des jeunes femmes et hommes | Etude Baseline | A déterminer (feuille de route des CDC) | Rapport d'activités | |
| Nombre de cadre de dialogue citoyen (CDC) actifs dans la prévention et la gestion des conflit | Etude Baseline | 4 | Rapport d'activités | |

- Proposition de suivi et évaluation à formuler par le/la candidate :

Un plan MEAL^{xii} flexible suivant l'évolution du contexte et précisant le mode de suivi des indicateurs et des bénéficiaires sera élaboré et partagé au démarrage du projet. Des missions terrain seront régulièrement organisées par Oxfam et ses partenaires pour suivre les résultats, identifier les difficultés et proposer des mesures correctives au besoin. Les rapports de suivi seront systématiquement partagés avec les différents acteurs impliqués. Selon l'évolution du contexte sécuritaire et sanitaire, deux approches non exclusives de suivi-supervision seront développées : un système de monitoring à distance basé sur des agents endogènes d'appui à la collecte des données et un mécanisme de suivi-supervision rapproché et en présentiel porté par les équipes techniques et de suivi. Outre les différentes études et analyses prévues, deux évaluations (externes) seront conduites : une étude de base (incluant TdR et rapport final) au démarrage du projet (voir cadre logique) et une évaluation finale. Au-delà de l'analyse des résultats atteints, l'évaluation finale portera un regard critique sur l'efficacité, l'efficience, l'impact (attendu et non attendu), la durabilité et la pertinence du projet. La question du genre et du changement climatique seront également intégrées dans les analyses menées. OBE (et ses partenaires académiques) effectueront également plusieurs missions sur le terrain afin de renforcer les capacités des équipes sur place, suivre l'état d'avancement des activités et appuyer le développement d'activités de production agricole innovantes à l'égard des jeunes femmes et hommes.

10. Budget détaillé basé sur les résultats (Efficience)

- Mentionner aussi tout autre financement demandé et/ou obtenu pour le même projet : voir chapitre 6

| Titles | Total cost EUR | Ratio | R1 % | R2 % |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------|-------------|------------|
| Goods and services delivered to beneficiaries | 688.837 | 73,71% | 83% | 17% |
| Planification, follow-up and evaluation workshops related goods and services | 33.714 | | 83% | 17% |
| Atelier de lancement et de socialisation | 1.326 | | 83% | 17% |
| Ciblage communautaire | 5.731 | | 83% | 17% |
| Études (Base Line, Analyse thématique et évaluation finale) | 22.075 | | 83% | 17% |
| Renforcement des mécanismes de collecte et d'analyse de données | 1.687 | | 83% | 17% |
| Atelier de capitalisation | 1.372 | | 83% | 17% |
| Renforcement des mécanismes de redevabilité | 1.524 | | 83% | 17% |
| Capacity building related goods and services | 655.123 | | 83% | 17% |
| Résultat 1 - Des opportunités économiques résilientes et durables sont créées par 400 jeunes dont 200 femmes et 200 hommes dans la province du Sanmatenga | 543.218 | | 100% | |
| A.1.1. Analyse des pouvoirs et les risques de vulnérabilité | 25.857 | | 100% | |
| A.1.2. Sensibilisation sur les filières porteuses qui seront appuyées | 29.697 | | 100% | |
| A.1.3. Sélection sur appel à projets jeunes femmes et hommes pour l'accès aux formations | 32.014 | | 100% | |
| A.1.4. Formation des jeunes femmes et hommes aux techniques spécifiques à leur AGR et aux bases de la gestion | 224.064 | | 100% | |
| A.1.5. Appui/mise en place d'AGR | 94.518 | | 100% | |
| A.1.6. Suivi et collecte des données des AGR | 48.151 | | 100% | |
| A.1.7. Renforcement/formation des groupes, associations et coopératives de jeunes femmes et hommes fédérés autour d'une approche (maraichage amélioré, hydroponie fourragère ou maraichère, etc) | 77.177 | | 100% | |
| A.1.8. Réseautage online des bénéficiaires | 11.739 | | 100% | |

| | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------|------------|-------------|
| Résultat 2 - Les jeunes femmes et hommes participent activement aux instances de prise de décision formelles et informelles au niveau local et national | 111.906 | | | 100% |
| A.2.1. Identification/appui aux CDC | 16.495 | | | 100% |
| A.2.2. Engager les organes de décision et de gouvernance pour une meilleure représentativité des jeunes au sein de ceux-ci | 7.722 | | | 100% |
| A.2.3. Plaidoyer coordonné pour la participation des jeunes | 3.605 | | | 100% |
| A.2.4. Amélioration de la participation des jeunes femmes et hommes dans les cadres de dialogue citoyen (CDC) | 9.757 | | | 100% |
| A.2.5. Ateliers sur la participation des jeunes dans le travail pour la cohésion sociale | 4.955 | | | 100% |
| A.2.6. Formation des jeunes en citoyenneté active et plaidoyer digital | 3.461 | | | 100% |
| A.2.7. Redynamisation/appui d'un réseau de conseillères municipales | 3.156 | | | 100% |
| A.2.8. Analyse stratégique des conflits et sensibilité aux conflits | 37.807 | | | 100% |
| A.2.9. Formation sur la gestion des conflits | 21.899 | | | 100% |
| A.2.10. Séances de sensibilisation pour la cohésion sociale | 3.049 | | | 100% |
| Logistic costs | 42.335 | 4,53% | | |
| Transport | 18.600 | | 83% | 17% |
| Office costs | 18.248 | | 83% | 17% |
| Communications costs | 5.487 | | 83% | 17% |
| Equipment costs | 1.000 | 0,11% | 83% | 17% |
| Durable equipment (>500EUR) | 1.000 | | 83% | 17% |
| Personnel costs | 173.399 | 18,55% | 83% | 17% |
| Salaries local staff (Oxfam and partner) | 173.399 | | 83% | 17% |
| Frais de Gestion | 29.007 | 3,10% | 83% | 17% |
| Evaluation/Audit/Formation staff | 13.067 | | 83% | 17% |
| HQ Mission cost | 2.500 | | 83% | 17% |
| Visibility and Communications | 9.940 | | 83% | 17% |
| Salaries HQ staff (Oxfam) | 3.500 | | 83% | 17% |
| TOTAL COUTS DIRECTS | 934.579 | 100% | | |
| FRAIS DE STRUCTURE | 65.421 | | | |
| Administrative costs (7%) | 65.421 | | 83% | 17% |
| SOUS TOTAL FRAIS DE STRUCTURE | 65.421 | | | |
| TOTAL COSTS | 1.000.000 | | | |
| Crisis modifier | 37.383 | | | |

11. Analyse de risques/ « risk modifier ».

- Tableau avec analyse des risques et mesures d'atténuation

| Risques | Probabilité | Impact | Mesures de mitigation |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conflits et violences liées aux élections municipales prévues en 2022 | Moyen | Haut | Le projet assurera une veille continue politique et sécuritaire et anticipera une réduction des activités/déplacements pendant la période des élections selon les procédures prévues dans le présent projet. |
| Amplification des violences sur l'ensemble de la zone du projet et risque d'attaques à l'encontre du personnel de la société civile | Moyen | Haut | Oxfam et ses partenaires assureront l'ancrage institutionnel du projet en mettant l'accent sur l'impartialité et la neutralité. La due diligence sera assurée dans la sélection locale des partenaires. Un plan de sécurité et de contingence sont prévus, avec une personne formée à ce type de risque. Si la situation sécuritaire se détériore au-delà des prévisions, Oxfam conduira une analyse spécifique d'impact et des besoins et utilisera la flexibilité liée au mécanisme « Crisis Modifier » pour y répondre. |
| Les leaders et autorités coutumières n'adhèrent pas aux activités et/ou ont des opinions divergentes sur le choix des groupes communautaires. | Faible | Moyen | Les activités de concertation et de renforcement des capacités sur la gestion des conflits et des ressources naturelles adaptées aux réalités socio-culturelles des communautés et des partenaires seront menées. Les campagnes de sensibilisation, les ateliers participatifs, l'implication des leaders et réseaux communautaires valoriseront les bénéfices partagés d'une approche collaborative. |
| Les conditions sanitaires pourraient affecter les activités et entraîner un retard (restrictions de mouvement, l'interdiction de regroupement) | Moyen | Moyen | Le projet entend respecter les mesures barrières (Covid-19) et prévoit les modalités suivantes : limitation des groupements, mise en place d'équipements de protection personnelle (masque, gel, dispositif de lavage des mains, etc.), télétravail, etc. Si l'impact du Covid-19 s'avère plus important que prévu, Oxfam conduira une analyse spécifique d'impact et des besoins et utilisera la flexibilité liée au « Crisis Modifier » pour y répondre. |
| Détérioration de la situation sécuritaire conduisant à des | Moyen | Haut | Une analyse continue des conflits et des risques liés au projet sera effectuée. Le dialogue étroit avec les communautés et les mesures locales d'alerte |

| | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| déplacements de population et une pression accrue sur les ressources naturelles (source d'animosité intercommunautaire) | | | précoce faciliteront le suivi des risques et l'identification de mesures d'atténuation et d'assistance. Les efforts visant à renforcer le dialogue intra- et intercommunautaire et l'accent mis sur la sensibilité aux conflits aideront à résoudre les conflits émergents. |
| Les difficultés des partenaires locaux à mettre en œuvre et produire des résultats dans le cadre du projet | Faible | Faible | Fort de son expérience, Oxfam assurera la diligence raisonnable (screening des capacités) dans la sélection des partenaires. Un renforcement des capacités et un accompagnement seront prévus. Un suivi des activités mises en œuvre sur l'ensemble des sites locaux sera réalisé. Un plan de renforcement des capacités sera aussi mis en œuvre en cours de projet en vue de consolider la stratégie de sortie. |
| L'accès limité ou bloqué aux lieux/communautés et les difficultés opérationnelles liées à l'insécurité accrue, pourraient entraver la réalisation des enquêtes de terrain ou la participation des populations visées | Moyen | Haut | Oxfam travaillera avec des structures et acteurs communautaires déjà présents sur place. Les procédures et règlements de sécurité d'Oxfam seront appliqués. Si l'accès physique est bloqué, d'autres mesures seront envisagées : liaison avec les points focaux communautaires par téléphone, déplacement de certaines activités du projet vers des endroits plus accessibles et sécurisés. L'ambassade belge et la DGD seront informées et consultées en cas de nécessité. L'équipe sur le terrain entretiendra un dialogue continu avec les leaders communautaires. Un système d'alerte précoce sera établi pour suivre le contexte et réajuster certaines activités si besoin. |
| En raison de la complexité et de la nature dynamique du contexte dans la région cible, l'intervention peut exacerber les clivages ethniques, de genre, géographiques ou encore entre classes sociales. | Faible | Faible | Nous allons travailler à l'appropriation locale des activités par la sensibilisation et une approche participative et tout engagement au niveau communautaire mettra d'abord l'accent sur l'établissement de la confiance afin d'assurer un environnement collaboratif. La sensibilité aux conflits sera appliquée tout au long du projet, y compris dans la sélection des partenaires et des collaborateurs communautaires (diversité et légitimité) et de la mise en œuvre du projet |
| Accroissement de la raréfaction des pluies affectant la mise en œuvre du projet et d'autres aléas climatiques | Faible | Faible | Promotion de solutions innovantes, notamment en soutenant les activités de maraichage via la culture hors sol et l'utilisation des eaux souterraines. |
| Les bénéficiaires refusent d'abandonner leurs pratiques traditionnelles. | Faible | Faible | Les équipes sensibiliseront et formeront les jeunes à une meilleure compréhension des effets du changement climatique, l'impact de certaines pratiques traditionnelles sur l'environnement et les avantages de solutions adaptées. |

ⁱ Recensement Général de la Population et de l'Habitation, Institut National de la Statistique et de la Démographie 2020

ⁱⁱ Recensement Général de la Population et de l'Habitation, Institut National de la Statistique et de la Démographie 2020

ⁱⁱⁱ [Dix ans d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes au Burkina Faso, Quels enseignements ? \(ilo.org\)](#) ; ILO/Luxembourg Aid & Development, 2020

^{iv} La région du Centre-Nord, qui abrite la province du Sanmatenga, totalise seulement 5 établissements d'enseignement secondaire technique et professionnelle sur un total de 257 établissements recensés dans le pays.

^v Les jeunes filles bénéficiaires de ces formations professionnelles représentent seulement 32,1% des effectifs.

^{vi} La culture hors sol, visant à réduire la consommation d'eau et accélérer le rythme de production, sera ainsi explorée et développée selon une approche agroécologique pour offrir aux jeunes des opportunités d'activités agricoles porteuses tenant compte des aléas climatiques.

^{vii} La commune de Kaya accueille plus du tiers (33,69%) des déplacés internes de la province.

^{viii} Conseils municipaux, CDC, Fora nationaux de la jeunesse, CNJ (Conseil National de la Jeunesse).

^{ix} Pratique dérivée de l'hydroponie consistant à cultiver des plantes hors sol à l'aide d'une solution nutritive organique et biologique

^x Initié en 2016 et financé par différents bailleurs de fonds (PAM, UE, DGD, etc.), le programme « Innovate To Feed » d'OBE regroupe différentes innovations agricoles mises en œuvre par Oxfam (et soutenues par OBE et ses partenaires académiques) dans plusieurs pays (camp de réfugiés sahraouis en Algérie, Niger, Tchad, Cisjordanie et Gaza, Burkina Faso). Les innovations testées sont l'hydroponie fourragère et maraichère (selon une approche agroécologique), la bioaponie, l'aquaponie et l'irrigation raisonnée (Oyas, hydro-rétenteurs, goutte à goutte, etc.). ITF a tissé des partenariats stratégiques avec le monde académique en Belgique, dont l'Université de Liège et la [Faculté Agro-Bio Tech de Gembloux](#) qui contribue depuis 2019 à la mise en œuvre, au test et à la validation des résultats obtenus sur le terrain. ITF favorise également la création de communautés de pratiques multi-pays, ce qui permet aux acteurs et partenaires de partager et confronter leurs connaissances et expériences.

^{xi} Le précédent screening des capacités (opérationnelles et financières) de Seve-Africa mené par Oxfam remonte à 2017. Ce type d'exercice est répété de manière régulière afin de réduire les risques liés à la mise en œuvre des activités sur lesquelles le partenaire est engagé.

^{xii} Monitoring, Evaluation, Assessment and Learning.